

Les Turcs ont le droit de manifester pacifiquement

Publié le: 05-06-2013



L'escalade des protestations anti-gouvernementales et de la répression policière en Turquie a mis en évidence les risques que des gouvernements majoritaires deviennent excessivement autoritaires et finissent par négliger les préoccupations et les opinions du reste de la population.

Guy VERHOFSTADT, président de l'ADLE a déclaré : "Le modèle turc a été régulièrement cité en exemple au cours de la dernière décennie comme un modèle de démocratie musulmane moderne. Néanmoins un certain nombre de lois et de décisions récentes sont perçues comme attentatoires à la liberté et ont miné la réputation du parti dirigeant AKP, à la fois dans le pays et au sein de l'Union européenne - avec qui le gouvernement turc poursuit les négociations d'adhésion".

"Le président Abdullah Gul a raison d'appeler au calme. La réaction violente des forces de l'ordre nous rappelle les images d'un passé dictatorial qu'on espérait révolu. La population a le droit de manifester son mécontentement face à la politique du gouvernement. Le gouvernement devrait retrouver son sang-froid, écouter les préoccupations légitimes et ne pas verser davantage d'huile sur le feu."

Alexander LAMBSDORFF (FDP, Allemagne), porte-parole de l'ADLE sur la Turquie, a ajouté: "Personne ne remet en cause la légitimité démocratique de la majorité AKP et du Premier ministre Erdogan, mais les manifestants de la place Taksim manifestent contre" la dictature de la majorité". Ils n'acceptent pas que cette majorité parlementaire soit utilisée pour pousser un agenda contre la liberté d'expression et la liberté des médias, contre les droits des femmes et un mode de vie laïque, contre toute loi limitant les droits individuels. C'est le devoir d'un Premier ministre démocratiquement élu de sauvegarder les droits des minorités dans son pays, de prendre leurs revendications au sérieux et de réagir différemment à des manifestations de masse pacifiques".